

Chair of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) of the African Union (AU):  
**Hon. Comm. Rémy Ngoy Lumbu**

Chair of the African Union Commission:  
**Hon. Moussa Faki Mahamat**

Chair of the African Union:  
**His Excellency Macky Sall, President of the Republic of Senegal**

Commissioner for Political Affairs, Peace and Security of the African Union (PAPS):  
**Hon. Amb. Bankole Adeoye**

### **October 21 Africa Human Rights Day (2022)**

**Get up, stand up, stand up for your rights. —Bob Marley**

On this Africa Human Rights Day, which celebrates the 41st anniversary of the adoption of the AU's ACHPR, we honour those who defend human rights in difficult situations across the continent, including in Cameroon. We ask institutions and governments to work at all levels to ensure their protection.

Human rights defenders act to protect and promote human rights through peaceful means. They refuse to tolerate injustice. They stand up for not only their own rights but for universal rights. They represent the most vulnerable, often at great personal cost.

In Cameroon, where armed conflict persists in two regions, political space is highly constrained, freedom of expression is limited, and multiple populations face oppression and mistreatment.

Cameroonian human rights defenders speak out against wrongdoing, document atrocities, advocate for the release of arbitrarily arrested prisoners, and more.

Cameroonian human rights defenders live under constant threat of harm: death threats, assassinations, enforced disappearances, torture, physical and sexual assaults, attacks on private property, forced exile, and other consequences. The government regularly arbitrarily arrests and detains activists for extended periods, and tries some before military courts. Government authorities hinder human rights organizations' work by banning meetings and physically abusing or threatening defenders.

Defenders in some parts of Cameroon also face danger from armed separatist groups based in the war-torn Anglophone regions. Separatist fighters have kidnapped, beaten, threatened with death, and otherwise harmed civil-society members and their families for decrying their abuses against civilians.

**It takes courage to stand up to those who use violence to enforce their will or beliefs. —Ban Ki-moon**

With huge sacrificing of themselves and their families, rights defenders continue their brave and tireless work. Their refusal to back down gives solace to the oppressed, shapes communities of change-makers, and ultimately, paves the path to a better Cameroon, Africa, and world.

We address our congratulations to the Chair of the African Commission on Human and Peoples' Rights, Hon. Comm. Rémy Ngoy Lumbu, who has taken up the challenge of holding the 73rd session of the Commission.

On this Africa Human Rights Day, the Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon applauds the resilience and optimism of Cameroonian human rights defenders.

We ask that continental and international bodies work for the protection of these superstars. Please:

1. Let it be known to all actors that you are aware of human rights champions in Cameroon and the threats they face;
2. Urge the Government of Cameroon to ensure their physical protection and dignity;
3. Encourage the Government of Cameroon to grant legal protection to human rights defenders in the country, alongside other members of Cameroonian civil society, including lawyers and journalists;
4. Assist the visibility and nurturing of Cameroonian human rights defenders in any other ways, as feasible.

Finally, it would be appropriate for the African Union to show leadership by pushing harder for Cameroon to resolve its Anglophone Crisis so that peace can return and justice can be brought to bear through a truth, justice, and reconciliation commission. After five years of conflict, human rights defenders need regional backing and forward motion.

Sincerely,

**The Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon**  
L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun

[www.cameroonpeacejustice.ca](http://www.cameroonpeacejustice.ca)  
(Canada, UK, USA, Cameroon)





Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) de l'Union Africaine (UA) :

**Hon. Comm. Rémy Ngoy Lumbu**

Président de la Commission de l'Union Africaine :

**Hon. Moussa Faki Mahamat**

Président de l'Union Africaine :

**Son Excellence Macky Sall, Président de la république du Sénégal**

Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine (PAPS) :

**Hon. Amb. Bankole Adeoye**

### **21 octobre Journée africaine des droits de l'homme (2022)**

**Lève-toi, lève-toi, défends tes droits. —Bob Marley**

En cette Journée africaine des droits de l'homme, qui célèbre le 41<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la CADHP de l'UA, nous rendons hommage à ceux qui défendent les droits de l'homme dans des situations difficiles à travers le continent, notamment au Cameroun. Nous demandons aux institutions et aux gouvernements de travailler à tous les niveaux pour assurer leur protection.

Les défenseurs des droits de l'homme agissent pour protéger et promouvoir les droits de l'homme par des moyens pacifiques. Ils refusent de tolérer l'injustice. Ils défendent non seulement leurs propres droits mais aussi les droits universels. Ils représentent les plus vulnérables, souvent au prix d'un lourd tribut personnel.

Au Cameroun, où service un conflit armé dans deux régions du pays, l'espace politique est très restreint, la liberté d'expression est limitée, et de multiples populations sont confrontées à l'oppression et aux mauvais traitements.

Les défenseurs des droits humains camerounais dénoncent les actes répréhensibles, documentent les atrocités, plaident pour la libération des prisonniers arrêtés arbitrairement, etc.

Les défenseurs des droits de l'homme camerounais vivent sous la menace constante d'un danger : menaces de mort, assassinats, disparitions forcées, torture, agressions physiques et sexuelles, attaques contre la propriété privée, exil forcé, etc. Le gouvernement arrête et détient régulièrement et arbitrairement des militants pour des périodes prolongées, et en juge certains devant des tribunaux militaires. Les autorités gouvernementales entravent le travail des organisations de défense des droits de l'homme en interdisant les réunions et en maltraitant physiquement ou en menaçant les défenseurs.

Dans certaines parties du Cameroun, les défenseurs sont également menacés par des groupes séparatistes armés basés dans les régions anglophones déchirées par la guerre. Les combattants séparatistes ont kidnappé, battu, menacé de mort et autrement blessé des membres de la société civile et leurs familles pour avoir dénoncé leurs abus contre les civils.

### **Il faut du courage pour s'opposer à ceux qui utilisent la violence pour imposer leur volonté ou leurs croyances. —Ban Ki-moon**

Au prix d'énormes sacrifices pour eux-mêmes et leurs familles, les défenseurs des droits poursuivent leur travail courageux et inlassable. Leur refus de reculer apporte du réconfort aux opprimés, forme des communautés d'acteurs du changement et, en fin de compte, ouvre la voie à un Cameroun, une Afrique et un monde meilleurs.

En cette Journée africaine des droits de l'homme, L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun applaudit la résilience et l'optimisme des défenseurs des droits de l'homme camerounais.

Nous adressons nos félicitations au Président de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'honorable Rémy Ngoy Lumbu, qui a relevé le défi de tenir la 73<sup>e</sup> session de la Commission.

Nous demandons aux instances continentales et internationales de travailler à la protection de ces superstars. S'il vous plaît :

1. Faites savoir à tous les acteurs que vous êtes conscients des champions des droits humains au Cameroun et des menaces auxquelles ils sont confrontés ;
2. Exhorter le gouvernement du Cameroun à assurer leur protection physique et leur dignité ;
3. Encouragez le gouvernement du Cameroun à accorder une protection juridique aux défenseurs des droits de l'homme dans le pays, aux côtés des autres membres de la société civile camerounaise, notamment les avocats et les journalistes ;
4. Contribuer à la visibilité et à l'épanouissement des défenseurs des droits de l'homme camerounais par tout autre moyen, dans la mesure du possible.

**Enfin, il serait approprié que l'UA fasse preuve de leadership en insistant davantage pour que le Cameroun résolve sa crise anglophone afin que la paix puisse revenir et que la justice puisse être rendue par une commission vérité, justice et réconciliation. Après cinq ans de conflit, les défenseurs des droits de l'homme ont besoin de l'aide de la région et d'un mouvement vers l'avant.**

Cordialement,

**L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun**  
The Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon

[www.cameroonpeacejustice.ca](http://www.cameroonpeacejustice.ca)  
(Canada, Royaume-Uni, États-Unis et Cameroun)

